



TSUNAMI POLITIQUE VERT DANS LE BADE-WURTEMBERG ?

Catherine Perron,

Chargée de recherche au CERI-Sciences Po/CNRS

Le dimanche 27 mars 2011 restera dans annales politiques du Bade-Wurtemberg et de l'Allemagne. Ce jour là, non seulement les électeurs ont provoqué le premier changement de pouvoir à la tête du Land depuis 58 ans, mais de surcroît, ils ont porté les Verts au pouvoir. Le Bade-Wurtemberg pourrait ainsi devenir le premier Land allemand gouverné par un Ministre-président Vert : Winfried Kretschmann. La CDU, qui gouvernait sans discontinuer depuis 1953 (soit depuis plus longtemps que la CSU en Bavière ou que Fidel Castro à Cuba, comme l'a fait remarquer Claudia Roth, présidente des Verts !) au point d'être devenue « le » parti du Bade-Wurtemberg (*Baden-Württembergpartei*), a été chassée de ce qui était considéré comme son bastion le plus imprenable, malgré son score de 39 % des voix. Avec 24,2 % des suffrages, les Verts, qui font ainsi le second score au niveau régional, sont en mesure de diriger un gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates (23,1 % des voix). Pour finir, avec 5,3 % des voix, le FDP a failli passer sous la barre des 5 %, ce qui aurait entraîné son éviction du parlement régional dans ce Land pourtant considéré comme un berceau du libéralisme.

Au vu de ces éléments, il est tentant d'utiliser la métaphore du tremblement de terre politique en référence à la catastrophe du Japon qui a jeté son ombre sur les élections. Les secousses ont, en effet, été ressenties jusqu'à Berlin, faisant vaciller la coalition de Mme Merkel. La perte d'un bastion traditionnel pèse lourd, plus encore, lorsqu'il s'agit de l'un des Länder les plus peuplés et les plus riches de la Fédération et dont l'économie est perçue comme particulièrement dynamique. C'est d'autant plus marquant en cette « super » année électorale (*Superwahljahr*) puisque, entre février et septembre 2011, des élections

régionales ont lieu dans sept Länder : Hambourg, Saxe-Anhalt, Rhénanie-Palatinat, Bade-Wurtemberg, Brême, Mecklenbourg-Pommeranie Occidentale. Par ailleurs, des élections municipales ont également lieu dans quatre Länder : Hambourg, Brême, Berlin et Hesse et les difficultés s'accumulent pour la coalition noire-jaune qui dirige le gouvernement national depuis octobre 2009. Face à une actualité internationale extrêmement chargée et sur un fond de crise de l'Euro et de révolutions arabes, la chancelière a davantage semblé réagir aux événements que suivre une stratégie claire. Elle a dû, dans le même temps, gérer le départ du très populaire ministre de la Défense zu Guttenberg, accusé de plagiat lors de la rédaction de sa thèse de doctorat. Enfin, son vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, le plus impopulaire que l'Allemagne ait jamais connu, a fait des choix politiques qui ont été très critiqués, notamment celui de ne pas voter la motion en faveur d'une intervention en Lybie au Conseil de sécurité des Nations unies.

Expliquer cette victoire historique des Verts par une simple réaction à la catastrophe nucléaire de Fukushima serait donc par trop limité. N'y voir que les effets d'un phénomène que certains médias ont qualifié de *German Angst*, ou ceux d'une propension pathologique des Allemands au catastrophisme, comme l'ont prétendu les leaders politiques de la coalition au pouvoir, reviendrait à passer à côté du problème. S'il est indéniable que Fukushima a marqué les esprits dans un pays qui se méfie autant du nucléaire que l'Allemagne, l'image de « révolution », de césure, de tsunami ou de tremblement de terre liée à ce seul événement doit être relativisée. Au-delà de l'impact réel de cet incident, les résultats des élections qui se sont déroulées le même jour dans la Rhénanie-Palatinat voisine, où les Verts ont également fait une percée importante, ont mis en évidence un « ras-le-bol » envers les partis au pouvoir. Ceci est vrai pour la CDU comme pour le FDP, tant au niveau du Land que de la Fédération. Ce scrutin a également mis au jour des éléments traditionnels de culture politique locale qui, paradoxalement, soulignent davantage un désir de retour à des valeurs conservatrices, que, jusque-là, seule la CDU semblait en mesure d'incarner, qu'une volonté de rupture.

Tout a contribué à dramatiser ces élections aux différents niveaux de l'État. Au niveau fédéral, les mauvaises performances de la coalition CDU-FDP ; la crise permanente à la tête du FDP dont le leader, vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle, est de plus en plus contesté ; enfin la succession d'élections en 2011 et le nouveau tour, plus offensif, donné par la chancelière à sa politique depuis l'automne 2010. Au niveau régional, cette dramatisation est notable du fait de la taille et du poids économique du Bade-Wurtemberg et de la répression violente d'une manifestation contre le projet

d'infrastructure ferroviaire [Stuttgart 21](#) fin septembre 2010. Tout cela dans un contexte de changement à la tête de la CDU au plan régional, puisque le Ministre-président Günther Oettinger, nommé commissaire européen, a été remplacé par le très conservateur Stefan Mappus, qualifié de « super Rambo » depuis l'intervention musclée des forces de l'ordre contre des manifestants opposés au projet Stuttgart 21.

Jusqu'à ces dernières élections, la CDU du Bade-Wurtemberg avait su affirmer son indépendance face à la direction nationale, mettant en œuvre des politiques spécifiques au niveau régional. De même, les électeurs faisaient la distinction entre l'orientation politique fédérale et locale du parti, y compris en période de crise au niveau national, et se montraient reconnaissants envers la CDU du Bade-Wurtemberg pour la réussite économique et la cohésion sociale de leur Land. Or le rejet que ces élections régionales ont mis en évidence, s'adresse autant à la coalition au pouvoir au niveau national qu'à celle qui dirige le Land.

La catastrophe nucléaire japonaise a surtout été un révélateur du divorce entre la coalition CDU/FDP et ses électeurs. Sous la direction de Mme Merkel, la CDU a opéré plusieurs mutations radicales donnant l'impression que le parti suivait un cours erratique, et ont définitivement miné sa crédibilité politique. Dans un premier temps, un tournant conservateur a eu lieu à l'automne 2010 : contre les Verts, contre le multiculturalisme, contre une réforme des minima sociaux et pour une remise en cause du consensus sur la sortie du nucléaire visant à prolonger la durée de vie des centrales sans consulter le *Bundesrat*. Dans un second temps, une volte face s'est produite à la suite de l'accident de Fukushima avec l'annonce de la fermeture immédiate de cinq centrales datant des années 1970, un moratoire de trois mois et la vérification de la sécurité de toutes les installations. Au niveau régional, la façon radicale dont le Ministre-président a géré les protestations contre le projet Stuttgart 21 a fait écho à cela. Il n'a par ailleurs pas hésité à faire cavalier seul, prêt à dépenser des milliards pour racheter des parts du fournisseur d'électricité EnBW à EDF sans même consulter son ministre des Finances ou à construire une gare souterraine à l'utilité contestable, dans un contexte de forts soupçons de corruption. Ces comportements sont d'autant moins bien acceptés que les habitants du Bade-Wurtemberg sont marqués par une culture politique, certes très individualiste, mais aussi très égalitaire, et sont particulièrement sensibles à une relation de confiance et de proximité entre gouvernants et gouvernés.

Ces attermoissements politiques, ajoutés à l'accident nucléaire de Fukushima, ont renforcé la crédibilité des Verts. Dans le Bade-Wurtemberg, le temps où les membres de ce parti avaient une image de rebelles gauchistes, aux idées subversives pour la stabilité de l'État et

pour le développement économique du Land, est, en effet, bel et bien révolu. Face à une CDU qui pratique un style de gouvernement autoritaire et fermé sur la société, les Verts bénéficient, au contraire, d'une image de pondération, de sérieux, et semblent en mesure de rétablir le lien entre les institutions politiques et les citoyens.

De surcroît, ce parti n'est nulle part mieux préparé à gouverner que dans le Sud-Ouest dont nombre de ses leaders sont originaires. Il y est très ancré localement et associé au pouvoir depuis plusieurs décennies. Il faut rappeler que trois villes sont gouvernées par des maires Verts : Constance, 83 000 habitants, depuis 1996 ; Fribourg en Brisgau, 220 000 habitants, depuis 2001 et Tübingen, 87 000 habitants, depuis 2007. À Stuttgart, capitale du Land, les Verts sont également la composante la plus importante du conseil municipal. Nulle part, son influence en tant que parti d'opposition n'a été plus forte que dans le Bade-Wurtemberg. Depuis 1980, il s'agit d'un premier Land dans lequel les Verts ont été représentés au Parlement, ce qui a d'ailleurs largement contribué à la victoire de l'aile réaliste du parti. Et nulle part, il n'est aussi proche des valeurs de la CDU, comme l'a avoué le catholique pratiquant Winfried Kretschmann, au lendemain de son élection.

À la tête du Bade-Wurtemberg, les Verts vont-ils achever leur mue en parti du centre ? Éviteront-ils le risque de sombrer, comme dans ces quartiers verts « modèles » (le quartier français à Tübingen ou le quartier Vauban à Fribourg), dans une sorte de nombrilisme socialement exclusif décrit par *der Spiegel* et *die Zeit*. Il faut également se demander si la victoire des Verts ne marque pas l'avènement d'une révolution des bien portants (*Wohlstandrevolution*), sonnante le glas des ambitions transformatrices, alors qu'on souhaiterait qu'il porte l'ambition d'un nouveau modèle de développement économique pour l'ensemble de la Fédération.